

Les conséquences macroéconomiques de la réunification allemande

*Hélène Harasty**

*Jean Le Dem***

L'approche retenue ici consiste à chiffrer les évolutions possibles de l'économie est-allemande et à en tirer les conséquences pour la RFA et ses principaux partenaires. Cet exercice s'appuie notamment sur le modèle MIMOSA du CEPII et de l'OFCE ainsi que sur certains résultats publiés par des instituts allemands, tels que le DIW à Berlin et l'Institut de Cologne. Une maquette sert à explorer les différents cheminements que l'économie de la RDA pourrait emprunter au cours de la période de transition : l'évolution du salaire relatif de l'Allemagne de l'Est par rapport à celui de l'Allemagne de l'Ouest est la variable stratégique qui conditionne l'orientation vers un scénario « cinquième Dragon », ou au contraire vers un scénario « Mezzogiorno ». Dans le premier cas, l'écart de salaire est de 25 % en 1995, alors que dans le deuxième cas de figure, il s'est réduit à moins de 10 % à cette même date.

La chute du mur de Berlin a profondément modifié la perception que l'on pouvait avoir des déséquilibres macroéconomiques en Europe et du rôle spécifique de l'Allemagne de l'Ouest dans ces déséquilibres. Jusqu'à maintenant, la RFA, pays vertueux par excellence, avec un taux d'inflation très bas, un déficit public bien contrôlé, un excédent extérieur record, n'avait pas besoin d'une croissance très forte : sa population stagnante et vieillissante, sa force de travail en régression et luttant davantage pour la semaine des trente-cinq heures que pour des augmentations significatives de son pouvoir d'achat, limitait son taux de croissance potentiel à 2,5 % au mieux¹. Limités, qui par un déficit commercial structurel, qui par une

* *Hélène Harasty est chargée d'études à l'OFCE.*

** *Jean Le Dem est chef du Département analyses macroéconomiques au CEPII.*

1. Voir par exemple les prévisions à moyen terme réalisées l'an passé dans MIMOSA(1989a) ou les estimations sur la croissance potentielle de l'Allemagne de l'Ouest dans Torres et Martini (1990).

dette publique explosive, qui par un taux d'inflation interne trop élevé, les partenaires européens de la RFA, et notamment ceux du Sud, ont dû ces dernières années s'aligner sur ce sentier de croissance. De fait, ils ont renoncé à tout objectif de réduction substantielle du chômage. Avec un tel taux de croissance, il devenait même difficile d'absorber les nouvelles entrées sur le marché du travail liées à des pressions démographiques plus fortes².

Les effets de la chute du mur de Berlin sur le plan économique ont maintes fois été recensés. L'ouverture de l'Allemagne de l'Est est d'abord un flux migratoire important qui vient s'ajouter à celui des populations de souche allemande vivant dans les autres pays de l'Est, et donc une croissance plus forte (sans forcément être plus inflationniste) en Allemagne de l'Ouest. C'est en second lieu une intensification du commerce intra-allemand qui profitera en priorité aux producteurs ouest-allemands, et une ouverture spectaculaire de l'Allemagne de l'Est aux produits occidentaux. Ce sont enfin des transferts ouest-allemands massifs : une partie viendra ponctionner le budget public, l'autre prendra la forme de capitaux privés, en particulier sous la forme d'investissements directs ; à terme ce sont de nouveaux concurrents qui vont apparaître pour les industriels européens. La possibilité de tensions accrues sur les marchés financiers qui peuvent augmenter les taux d'intérêt et modifier la parité du DM, a également été évoquée. Les difficultés commencent quand il s'agit d'organiser ces différents éléments dans un scénario cohérent et de les chiffrer. Le présent article constitue une contribution à cet effort de quantification et cherche à préciser quelques enjeux, en particulier ce que les partenaires de l'Allemagne doivent attendre de la réunification.

La démarche proposée se décompose en trois temps :

— chiffrer l'évolution possible en Allemagne de l'Est. De nombreuses incertitudes demeurent sur les modalités concrètes de l'union même si, huit mois après la chute du mur, le Traité établissant un espace monétaire intégré entre les deux Allemagne éclaircit fortement l'horizon. On se limite à l'exploration des conditions requises d'une intégration réussie des deux Allemagne qui, à l'évidence, passe par une injection massive de capitaux pour permettre une restructuration du système productif à l'Est. Une maquette simple permet de décrire les implications d'un « plan Marshall » à l'échelle allemande sur l'évolution du commerce extérieur de l'Allemagne de l'Est ;

— examiner les conséquences sur l'Allemagne de l'Ouest et l'économie mondiale. On utilise pour cela le modèle multinational MIMOSA³. On ne se limite pas au problème de la réunification stricto sensu ; un autre élément tout à fait important du point de vue économique est venu modifier les perspectives de l'Allemagne de l'Ouest : il s'agit de la vague d'immigration massive antérieure au 9 novembre 1989, qui est loin d'être éteinte. Elle modifie sensiblement le contexte macroéconomique, et notamment la situation du marché du travail ouest-allemand. Les conséquences de ces deux chocs sont d'abord analysées en variante, puis intégrées dans une projection tendancielle de l'économie mondiale. Un scénario de réunification est

2. Cf. par exemple MIMOSA (1989-b)

3. Une présentation du modèle se trouve dans MIMOSA(1990-a)

alors obtenu, le « scénario cinquième Dragon » qui marque l'apparition d'un nouvel exportateur en Europe, exploitant avec succès un avantage important de coût salarial ;

— étudier les risques qui pourraient bloquer la réalisation d'un tel scénario favorable d'intégration. Le principal écueil n'est pas la poursuite, voire l'amplification du flux migratoire entre les deux Allemagne, mais plutôt un rattrapage trop rapide des salaires est-allemands sur ceux de l'Ouest qui découragerait l'afflux de capitaux. Il fait l'objet d'un scénario contrasté, le « scénario Mezzogiorno ».

Une maquette de l'économie est-allemande

Le bilan avant la réunification

Pour quantifier la façon dont l'union monétaire, économique et sociale va se réaliser, il est indispensable de préciser la situation de l'Allemagne de l'Est avant la réunification. Le tableau 1 dresse une comparaison avec l'Allemagne de l'Ouest : une population qui représente un quart de la population ouest-allemande, comparable aux Länder les plus peuplés de RFA. Une population active en proportion plus nombreuse, en raison d'un fort taux d'activité féminin. Une productivité du travail inférieure de moitié à celle de l'Allemagne de l'Ouest, avec cependant une intensité capitalistique comparable, ce qui signifie une productivité du capital existant faible. Enfin des salaires bruts s'établissant à environ le tiers de ceux de la RFA.

TABLEAU 1

Comparaison des deux Allemagne en 1989

	Ouest	Est	Est en % de l'Ouest
<i>Population</i> (en millions)	61,7	16,6	26,9
<i>Population active</i> (en millions)	29,7	9	30,3
<i>PIB</i> (en milliards de DM)	2 237	280	12,5
<i>Productivité du travail</i> (en milliers de DM par tête)	81,0	36,1	44,5
<i>Capital productif</i> (en milliards de DM)	4 314	1 100	25,5
<i>Intensité capitalistique</i> (en milliers de DM par tête)	156	122	78,3
<i>Salaires bruts annuels</i> (en milliers de DM par tête)	40,8	13,2	32,0

Sources : DIW, Office fédéral des statistiques, Wiesbaden.

Une économie en transition

Il est très délicat de bâtir aujourd'hui un scénario chiffré pour l'Allemagne de l'Est. La nature du choc, absolument inédit dans l'histoire économique, ne permet pas de s'appuyer sur un quelconque exemple passé. L'interpénétration des processus politiques, économiques et sociaux est ici portée à son comble : on en a vu l'exemple avec le choix de Kohl pour l'unification rapide, choix électoral ou pari sur la thérapie de l'électrochoc monétaire ? la nature du flux migratoire, rejet de la société est-allemande ou recherche de salaires plus élevés ? le flux d'investissements directs, émotion des dirigeants d'entreprises ouest-allemandes ou calcul de rentabilité ? Cela ne condamne pas forcément le raisonnement économique : on peut faire le pari que les dures réalités du marché vont se faire sentir à moyen terme. Mais cela incite à garder à l'esprit la dimension éminemment politique de la réunification allemande, et son corrolaire, une mobilisation sans précédent pour que l'intégration réussisse.

L'analyse de l'économie est-allemande avant 1989, à supposer que les chiffres officiels la décrivent correctement, ne fournit au mieux qu'un point de départ. Il faut ensuite réfléchir à la phase de transition vers l'économie de marché.

Au premier juillet, le mur entre les deux Allemagne a été définitivement détruit : les produits peuvent circuler à peu près librement⁴. L'établissement d'un espace monétaire en DM et la suppression du système de subventions et de taxes indirectes vont accélérer la convergence des prix entre les deux régions allemandes. La structure des prix ouest-allemands dans toutes les branches où les produits peuvent circuler s'imposera à l'Est. Dans le domaine des services en revanche, des écarts importants se maintiendront, en particulier pour les loyers et les services publics qui n'évolueront que lentement vers leur prix de marché, les autorités est-allemandes cherchant à limiter l'impact social négatif d'une remise à niveau trop rapide. L'écart des prix entre les deux régions serait alors de l'ordre de 10 % au départ et se résorberait progressivement.

La dynamique des prix à l'Est perdant rapidement toute spécificité, une représentation en volume de l'économie est-allemande, s'appuyant sur un équilibre ressources-emplois rudimentaire, comparable aux évaluations du DIW(1990-c), peut constituer un outil utile⁵.

Le problème central de cette transition est la formalisation du choc d'offre que cette économie va subir et qui, en quelques années, va modifier complètement sa structure productive. Celui-ci se traduit par la disparition de l'ancienne capacité de production où les travailleurs utilisant une technologie socialiste produisent deux fois moins qu'à l'Ouest, et simultanément la construction d'une nouvelle capacité aux normes occidentales. Ceci peut s'écrire en utilisant des fonctions de production simples à facteurs complémentaires (encadré).

4. Le gouvernement est-allemand n'a finalement pas obtenu de Bonn la mise en place de mesures transitoires qu'il réclamait pour éviter aux entreprises un trop grand choc (un droit de douane de 11 % à la frontière inter-allemande avait été évoqué par le ministre est-allemand de l'économie en juin).

5. La grande difficulté concerne l'évaluation à venir du montant des transferts entre agents qui résultera de la mise en place d'un système fiscal et de protection sociale comparable à celui de l'Allemagne de l'Ouest. On trouve quelques tentatives chiffrées dans DIW(1990-d).

1. Une maquette de l'économie Est-Allemande

Soit une économie produisant selon deux technologies : une technologie « socialiste » repérée par l'indice 0, et une technologie « capitaliste » repérée par l'indice 1. Pour produire une unité de valeur ajoutée, il faut utiliser une quantité a_0 (respectivement a_1) du facteur travail L. Le capital par tête nécessaire est b_0 (respectivement b_1).

A partir d'une certaine date, la formation du capital est réalisée en équipements « capitalistes » uniquement. L'investissement I ainsi que le taux de déclassement des capacités d sont supposés exogènes. Les capacités non utilisées sont déclassées tout de suite. Le niveau de l'emploi et de la valeur ajoutée du secteur productif est donc lié directement au stock de capital des deux secteurs. D'où les équations (1) et (3) si est ajoutée la production du secteur non-marchand indicé G. Dans le calcul du PIB Y on a tenu compte d'un trend de productivité exogène γ de 2 % par an.

Pour compléter le modèle, il faut déterminer la consommation des ménages C (équation (7)). La spécification standard et le chiffrage des paramètres est inspirée des équations du modèle Mimosa. Elle dépend bien sûr du revenu réel des ménages R, et donc de l'évolution des salaires réels w supposés exogènes, de l'emploi, des prestations chômage et des autres transferts publics nets des impôts T. Les importations M dépendent du taux de pénétration des produits étrangers (m_c, m_i, m_g, m_x) dans les différents postes de la demande finale (équation 11). Les exportations X sont calculées alors par solde de l'équilibre ressources-emplois. C'est le surplus de la production exportable une fois la demande intérieure couverte.

$$(1) Y = (a_0 L_0 + a_1 L_1 + a_G L_G) \exp \gamma t$$

$$(2) L_0 = \frac{K_0}{b_0}$$

$$(3) L_1 = \frac{K_1}{b_1}$$

$$(4) L = L_0 + L_1 + L_G$$

$$(5) K_0 = (1 - d_0) K_0(-1) + 0,5 (I_0(-1) + I_0)$$

$$(6) K_1 = (1 - d_1) K_1(-1) + 0,5 (I_1(-1) + I_1)$$

$$(7) \ln \frac{C}{POP} = c_0 + c_1 \ln R / POP$$

$$+ (1 - c_1) \ln \frac{C(-1)}{POP(-1)} + c_2 (U - U(-1))$$

$$(8) U = \frac{PAC - L}{PAC}$$

$$(9) G = g_0 a_c L_G$$

$$(10) R = WL + T + t_v (PAC - L)$$

$$(11) M = mcC + miI + mgG + mxX$$

$$(12) X = Y - (C + G + I - M)$$

Y - PIB

L - emploi

PAC - population active

POP - population totale

U - taux de chômage

K - stock de capital

I - investissement

d - taux de déclassement

C - consommation des ménages

R - revenu des ménages

G - consommation des APU

X - exportations

M - importations

w - salaire réel annuel moyen

T - transferts réels nets aux ménages (hors chômage)

t_v - le montant réel moyen des prestations chômeurs (en % de w)

Une hypothèse consisterait à dire qu'un travailleur est-allemand travaillant avec une technologie occidentale serait aussi productif qu'un travailleur ouest-allemand. Disposant d'une bonne formation de base, le coût de son apprentissage sur des machines plus automatisées serait faible. Cette hypothèse peut être considérée comme exagérément optimiste : le changement d'état d'esprit nécessaire pour rompre avec plus de quarante ans de pratiques bureaucratiques d'une économie socialiste peut prendre du temps, ce qui se traduira par des écarts par exemple dans l'intensité du travail. Nous avons supposé ici que la productivité du travail sur ces nouveaux équipements atteindrait 80 % de celle de l'Ouest. A l'inverse, des gains de productivité quasi-immédiats peuvent être réalisés sur les anciens équipements par une simple réorganisation de la production, de la gestion des stocks ou de la suppression des nombreux temps morts. On a donc supposé que 25 % d'augmentation de la productivité seraient obtenus d'ici à 1991.

Le rythme global d'évolution de la productivité du travail dépend donc de la part des travailleurs qui va utiliser le capital occidental, c'est-à-dire du rythme de déclasserement des équipements anciens et de la mise en place des équipements nouveaux. Les hypothèses faites sur ces deux variables vont jouer un rôle majeur dans la définition des scénarios.

Le déclasserement du capital ancien va sans doute être très rapide : même en l'absence de données précises, les premières observations des visiteurs occidentaux d'usines est-allemandes laissent penser que l'âge moyen des équipements y est très élevé. Mais plus fondamentalement, la disparition d'une large partie des entreprises soumises à la nouvelle concurrence et la nécessité pour les autres de se restructurer profondément vont accélérer la mise au rebut des équipements actuels. De plus, l'actuelle RDA, relativement peu spécialisée, avec des combinats tenus à l'autonomie pour tout ce qui concerne leurs approvisionnements en inputs et en équipements, devra se spécialiser pour augmenter ses chances de bonne insertion dans les échanges mondiaux, ce qui se traduira forcément par l'abandon de nombreuses activités.

Le rythme de déclasserement peut être influencé par plusieurs facteurs. Le maintien des liens avec les autres pays du CAEM, et notamment l'Union soviétique avec laquelle l'Allemagne de l'Est réalisait 39 % de son commerce extérieur en 1988, alors même que les exportations ne devront plus être libellées en roubles convertibles, mais en DM ou en dollars, en est assurément un. Si ces pays devaient rapidement se tourner vers les pays occidentaux pour leurs importations de machines, cela mettrait en péril de nombreuses entreprises est-allemandes de ce secteur. D'un point de vue plus général, le rythme de déclasserement du capital ancien va dépendre de la proportion des équipements anciens qui resteront rentables avec le nouveau système de prix. Cette part dépend elle-même de nombreux paramètres, par exemple de la situation financière des entreprises et de l'ampleur des remises de dettes qui seront consenties par l'État (on sait qu'elles ont été converties pour le moment au taux de change de 1 DM pour deux ost marks).

La formation de capital est encore plus cruciale pour la réussite du processus d'intégration économique des deux Allemagne. Même si les nouveaux entrepreneurs

est-allemands peuvent autofinancer une partie de leurs projets, l'afflux de capitaux étrangers est indispensable. A l'évidence, la restructuration du système productif de l'Allemagne de l'Est sera placée sous le signe de la coopération entre les entreprises des deux régions allemandes. Les initiatives multiples apparues depuis le 9 novembre 1989 devraient inciter à l'optimisme : des entreprises retrouvent tout naturellement leurs racines communes après une rupture de plus de quarante ans et voient la possibilité de réunifier des activités séparées dans l'après-guerre : Carl Zeiss ou la Dresdner bank représentent des cas typiques. Mais plus généralement l'élan émotionnel lié à l'ouverture du mur a fait fleurir des projets de toute nature : associations, joint-ventures, rachat pur et simple, accords techniques... Ces projets ne concernent pas seulement les grandes entreprises. Les PME, très dynamiques en RFA, ont centralisé leurs propositions grâce à des bourses aux projets. Au total plus de la moitié des entreprises ouest-allemandes prévoient d'investir en Allemagne de l'Est sous une de ces formes⁶.

Mais la concrétisation de tels projets a semblé ensuite marquer le pas : les limitations de la loi sur les « joint-ventures » du gouvernement Modrow votées par l'ancien parlement en mars dernier, ont bloqué la conclusion d'accords où les entreprises étrangères auraient disposé de plus de 50 % du capital. La difficulté d'évaluation financière des entreprises côté Est, l'absence de cadre législatif n'ont bien souvent pas permis aux projets de dépasser le stade des lettres d'intention entre les deux parties.

Pour l'avenir, deux éléments majeurs peuvent influencer les flux de capitaux d'Ouest en Est :

— le premier tient à l'engagement des pouvoirs publics ouest-allemands : la rapidité et l'ampleur de la mise en place des équipements collectifs vont jouer un grand rôle dans le succès de l'intégration, tout comme la création d'aides publiques substantielles à l'investissement privé. Sans réseau de transports et de télécommunications efficaces, les difficultés de lancement de nouvelles activités en Allemagne de l'Est peuvent être grandes. Les informations qui tombent jour après jour confirment pour l'instant la détermination de Bonn d'aller vite. Le nouveau fond pour la réunification allemande prévoit une quinzaine de milliards de DM par an pour le développement des infrastructures modernes à l'Est. Dans le secteur clef du téléphone, la Bundespost a révélé en juin un plan de modernisation ambitieux : 55 milliards de DM sur sept ans dont 30 seraient financés par emprunt⁷. Enfin, concernant l'aide à l'investissement privé, une subvention à l'achat d'équipements d'un montant de 8 ou 12 % a été instaurée à l'Est depuis le 1^{er} juillet 1990. Elle devrait être supprimée par étapes en deux ans (OCDE-1990) ;

— le second élément peut être encore plus déterminant. Il tient à l'évolution de la situation sociale à l'Est, et tout particulièrement des rémunérations. A l'heure actuelle, la différence importante de rémunérations entre les deux régions allemandes assure sans doute la rentabilité de nombreux projets d'investissements à l'Est. Mais combien de temps durera cet avantage ?

6. Cité par *The Economist*, 31 mars 1990.

7. *Financial Times*, 21 Juin 1990.

Un cinquième dragon au cœur de l'Europe en 1995 ?

Les hypothèses pour l'Allemagne de l'Est

Le chiffrage des variables exogènes de la maquette développé ici explore un scénario favorable : 120 milliards de DM d'investissements (y compris investissement public et logement) seront effectués en 1991, montant supérieur aux 100 milliards pendant les cinq prochaines années (en prix 1990). Ce chiffre correspond à un taux d'investissement tout à fait inédit sur le plan historique : 33 % en pourcentage du PIB, comparable à celui du Japon dans les années soixante, mais il est considéré comme réalisable par le DIW(1990-d).

Le salaire brut réel augmente de plus du double entre 1989 et 1992, traduisant à la fois le relèvement des taux de cotisations sociales avec l'alignement sur le système ouest-allemand, des mesures indispensables de recomposition de la grille des salaires au profit des travailleurs très qualifiés (cadres, professions médicales etc.) et le nouveau rapport de forces entre syndicats et patronat. Par la suite, les salaires sont simplement indexés sur les gains de productivité, soient 7,2 % par an, ce qui assure donc un maintien du coût salarial unitaire à partir de 1992. Compte tenu des évolutions escomptées pour le salaire réel en RFA, l'écart reste de 25 % en 1995 entre les deux régions (tableau 2).

TABLEAU 2

Principales hypothèses du scénario « 5^e Dragon »

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
<i>Investissements</i> (en milliards DM 1989)	—	100	120	115	110	105	100
<i>Taux de déclassement</i> <i>de la capacité ancienne</i> (en %)	—	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20
<i>Salaires</i> (en % de l'Allemagne de l'Ouest)	32	42	58	68	71	74	75
<i>Pénétration des importations</i> (consommation)	—	0,22	0,35	0,40	0,40	0,40	0,40
<i>Émigration</i> (milliers)	333	360	250	150	100	50	50

Le scénario décrit par la maquette montre une phase transitoire de baisse de la production. Le taux de chômage s'élève fortement en début de période, car les suppressions d'emplois liées au déclassement du capital ancien ne sont pas compensées par des créations de poste, beaucoup moins nombreuses pour un même niveau de capital en raison du niveau plus élevé de productivité du travail qui y est associé. Il dépasse 13 % en 1992 malgré la forte diminution de la population active, touchée

par la poursuite de l'immigration à l'Ouest et par une décreue du taux d'activité féminin qui se rapproche de celui de la RFA.

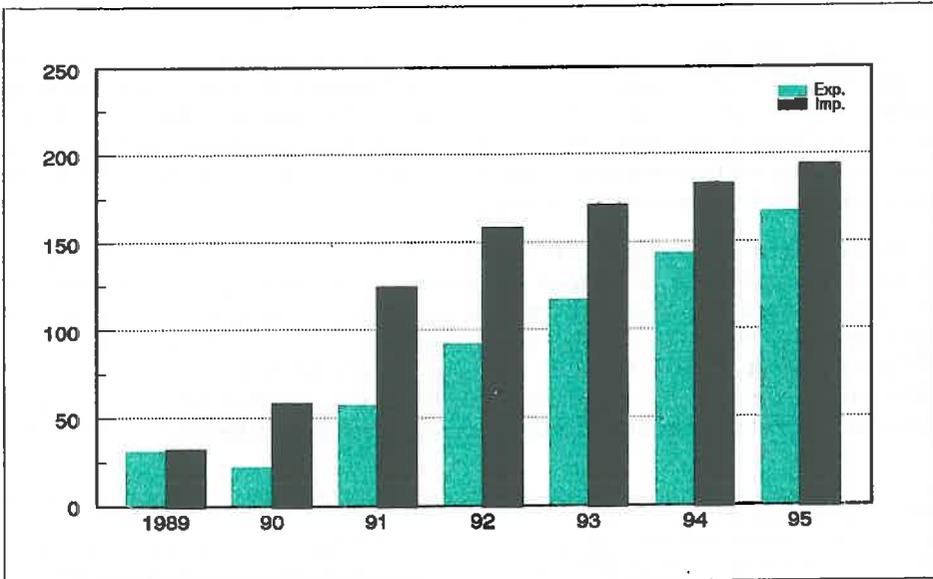
Le taux d'épargne des ménages, faible, mais non négatif en 1990 malgré la conversion favorable du patrimoine antérieur, croît rapidement avec les salaires et le taux de chômage, puis se stabilise progressivement jusqu'à 10 %. Les importations sont liées à l'évolution de la demande et de la pénétration du marché est-allemand. Elles croissent par conséquent très vite dès le début de la période. En revanche les exportations, déterminées par un mécanisme d'offre, baissent dans l'immédiat, par suite de la diminution des capacités de production ; ce n'est qu'avec la mise en place de la nouvelle capacité de production qu'elles peuvent repartir, mais la reprise est suffisamment vigoureuse pour que le taux de couverture en volume atteigne 86 % en 1995.

Dès 1992 le taux d'ouverture se stabilise à un haut niveau, proche de 50 %. Ce taux est tout à fait comparable avec l'ouverture d'économies européennes fortement intégrées de même taille comme la Belgique ou les Pays-Bas. Les hypothèses concernant la pénétration tendancielle des importations ont été différenciées suivant les composantes de la demande finale : 40 % pour la consommation des ménages, mais seulement 30 % pour l'investissement et les exportations, et 15 % pour la consommation des administrations (graphique 1).

GRAPHIQUE 1

Commerce extérieur de l'Allemagne de l'Est : scénario " cinquième Dragon "

En milliards de DM 1989



Les conséquences pour l'Allemagne de l'Ouest

Le chiffrage effectué à l'aide de la maquette de l'Allemagne de l'Est met en évidence l'augmentation des importations et des exportations de cette zone, celle des transferts publics versés par l'Allemagne de l'Ouest et des flux migratoires⁸.

Les exercices variantiels qui suivent ont été réalisés à partir d'un compte de référence à l'horizon 1995, sans unification allemande et en l'absence d'immigration en Allemagne de l'Ouest. Par souci de simplification, on examine dans un premier temps les conséquences de la réunification sans prendre en compte l'immigration en provenance de l'Allemagne de l'Est.

Bénéfices et coûts de la réunification économique

Comment se répartit le supplément d'importations de l'Allemagne de l'Est ? La communauté de langue, la parenté des circuits de distribution, le rôle central joué par les investisseurs ouest-allemands dans la reconstruction jouent en faveur des exportateurs ouest-allemands qui réaliseraient 75 % des importations est-allemandes, chiffre correspondant à peu près à la part des producteurs d'outre-Rhin sur leur propre marché.

La hausse des exportations ouest-allemandes couvre donc le supplément d'importations de l'Allemagne de l'Est : elle augmente très rapidement à court terme, atteignant 6,5 % en taux de croissance en 1991, puis 2,4 % en 1992. Ensuite, les exportations se stabilisent en niveau à un supplément de 12 % par rapport au compte de référence ; le gain en terme de taux de croissance moyen des exportations de l'Allemagne de l'Ouest est de 1,9 % par an.

Quant aux exportations est-allemandes, qui se développent très rapidement en fin de période, elles ne se substituent que très partiellement à des productions de l'Allemagne de l'Ouest, car le marché visé par la nouvelle spécialisation est-allemande est d'emblée européen, voire mondial. 25 % des exportations correspondent à un supplément d'importations ouest-allemandes, le reste venant concurrencer les autres pays sur leurs marchés à l'exportation⁹.

Mais les effets de l'intégration économique ne s'arrêtent pas là. Le Traité d'union économique, sociale et monétaire comporte un important volet financier : le montant de l'aide publique va permettre de combler à hauteur des deux tiers le déficit public prévu de l'Allemagne de l'Est, soit un financement de 22 milliards de DM pour 1990 et 35 milliards pour 1991, qui passera par le Fonds pour la réunification allemande. Bien que de nombreux éléments manquent à l'heure actuelle pour en évaluer le coût pour Bonn, il y a tout lieu de penser que ces montants représentent

8. Le modèle Mimosa n'est en effet pas directement opérationnel pour chiffrer un tel scénario, la représentation de l'économie est-allemande se trouvant noyée.

9. L'orientation sectorielle et géographique des exportations futures de l'Allemagne de l'Est est difficile à imaginer (article de N. Kousnetzoff et I. Samson dans ce même numéro). L'hypothèse implicite de MIMOSA est que les exportateurs concurrents sont touchés au prorata de leur part du marché mondial.

un minimum : si, comme il est prévu, deux tiers du déficit budgétaire de l'Allemagne de l'Est sont financés par l'aide ouest-allemande, les sommes prévues dans le Fonds risquent d'être insuffisantes. En particulier, les efforts nécessaires pour soutenir les entreprises dans leur reconversion, les dépenses de formation des travailleurs, les mesures de soutien à l'agriculture (un plan de 7 milliards est envisagé) peuvent dépasser l'enveloppe qui leur est attribuée.

Le chiffrage du scénario favorable de la réunification porte les montants d'aide en provenance de Bonn à 30 milliards de DM pour la seconde moitié de l'année 1990, puis à 60 milliards de DM en 1991 et 1992, pour diminuer ensuite et atteindre en 1995 30 milliards de DM. La réduction de l'aide envisagée en fin de période prend en compte la baisse du nombre de chômeurs, la réforme du système fiscal à l'Est et la croissance des recettes liées aux opérations de privatisation. La diminution des dépenses publiques autorisée par la suppression de la frontière inter-allemande contribue également à l'allègement de la charge budgétaire. Les différentes subventions à Berlin-Ouest et aux zones frontalières pesaient 40 milliards de DM par an dans le budget public ouest-allemand. Bonn envisage un plan de réduction progressif : 3 milliards de DM en 1990, 4 milliards en 1991 et 1992, 5 milliards en 1993 et 1994, ces sommes étant préaffectées au Fonds pour la réunification allemande. Les trois-quarts de cette aide sont donc maintenus à l'horizon 1995¹⁰.

Enfin, nous avons supposé que la formation de capital en RFA ne serait pas affectée par le flux d'investissements directs à l'Est. Cette hypothèse, qui représente un point tout à fait important de notre variante, ne va pas de soi. Dans le scénario de réunification proposé par Alexander et Gagnon (1990), le montant de l'investissement est formalisé au niveau de l'Allemagne réunifiée, la répartition étant ensuite effectuée de façon à égaliser les productivités marginales du capital dans les deux régions. Les auteurs supposent ensuite que les combinaisons productives sont les mêmes à l'Est et à l'Ouest : seules diffèrent les quantités de facteur. Considérant que le stock de capital « utile » est très faible en Allemagne de l'Est, il s'ensuit que la productivité du capital y est actuellement très forte, ce qui justifie un afflux massif de capital. En contrepartie, il y aurait une réduction de l'investissement à l'Ouest. Pour séduisant qu'il soit sur le papier, ce raisonnement ne rend pas compte des problèmes actuels. La réunification ne supprimera pas les spécificités régionales et les marchés seront pour de nombreuses années segmentés, car les revenus et les habitudes de consommation continueront de différer fortement. C'est d'ailleurs ce qu'expriment à l'heure actuelle les entreprises allemandes elles-mêmes.

La croissance ainsi gagnée est de l'ordre de 0,4 point annuel et atteint 1,6 % en 1991 (tableau 4). La demande externe stimule en effet l'investissement, puis par le biais des créations d'emploi, et donc de la baisse du chômage (de l'ordre de 1,5 % de la population active sur la fin de la période), une hausse des salaires réels qui vient soutenir la consommation des ménages. Bien sûr, ce surcroît d'activité entraîne également un fort supplément d'importations, auquel viennent s'ajouter dès 1993-1994 les effets de l'ouverture croissante du marché ouest-allemand aux pro-

10. Les réductions programmées du budget militaire ne sont pas directement liées à la réunification allemande et n'ont pas été intégrées ici. Elles représentent 2,5 milliards de DM en 1991 d'après le projet de loi de finances, BMF *Finanznachrichten*, n° 36/90, 4 juillet 1990.

duits fabriqués de l'autre côté de l'Elbe¹¹. Le taux d'ouverture de l'Allemagne de l'Ouest augmente donc directement du fait de l'intégration du marché est-allemand de 3 points. Le supplément d'importations atteint en moyenne 1,8 % par an, ce qui équivaut pratiquement, en taux de croissance, au supplément d'exportations, mais lui est bien évidemment très inférieur en niveau du fait de l'écart important des volumes initiaux.

Le solde commercial de l'Allemagne de l'Ouest s'améliore de 0,9 point de PIB en moyenne sur la période 1990-1995, et il atteint 1,2 point de PIB en 1995, les gains de termes de l'échange venant peu à peu compenser l'amenuisement des gains en volume. La croissance de l'activité est en effet inflationniste, du fait des gains de pouvoir d'achat des salaires permis par la baisse du taux de chômage, reflet de tensions de plus en plus en plus marquées sur le marché du travail ; en moyenne, le taux d'inflation annuel est plus élevé d'environ 0,6 %. Le solde courant se dégrade du montant des transferts à l'Allemagne de l'Est, tandis que les recettes automatiques générées par la croissance de l'économie (élasticité supérieure à 1 des impôts au revenu, et diminution des prestations sociales de chômage et d'assistance) ainsi que la diminution des transferts à l'Allemagne de l'Est permettent de financer à terme les dépenses publiques supplémentaires : le surcroît de déficit public, qui culmine à 1,4 % du PIB en 1991, est annulé en 1995.

Les effets de l'immigration

Les transformations à l'Est entraînent d'ores et déjà des transferts de population importants dans toute l'Europe, et l'Allemagne fédérale est confrontée à trois formes d'immigration qui vont continuer à jouer un rôle important. Une première forme de cette immigration est liée au processus d'intégration des deux Allemagne : la venue de plus de trois cent quarante mille Allemands de l'Est (les Übersiedler) en 1989 n'est pas un phénomène ponctuel et, même si les perspectives de réunification rapide ont permis de ralentir le flux migratoire au premier semestre de cette année, la menace demeure d'une reprise massive de l'exode au cas où des résultats économiques ne se manifesteraient pas suffisamment tôt. Dans tous les cas, le maintien d'un différentiel de salaires important, notamment pour les travailleurs qualifiés, et la dégradation inévitable de la situation de l'emploi à l'Est constitueront des motifs suffisants pour les candidats à l'émigration : d'où les hypothèses retenues pour les simulations, moyennes par rapport aux deux scénarios explorés par le DIW(1990-b).

La vague d'Übersiedler est venue se juxtaposer à une vague d'immigration plus précoce, celle des Aussiedler, les populations de souche allemande vivant dans les autres pays de l'Est, principalement la Pologne et l'Union soviétique et qui ont pu, grâce à la libéralisation en cours dans ces pays, émigrer et revendiquer de plein droit la nationalité allemande. Cette vague est loin d'être éteinte, car il restait en 1989, selon un rapport récent de l'institut de Cologne IW(1989), quelques 3,5 millions d'Allemands candidats potentiels à l'immigration. A l'horizon 1995, l'hypothèse de

11. La tension qui se manifeste sur les capacités de production ouest-allemandes augmente également les délais de production, ce qui occasionne quelques pertes sur les autres marchés à l'exportation (l'effet correspond à 20 % des exportations sur 1990-1995).

2 millions de personnes retenue ici se situe à égale distance des deux scénarios du DIW (tableau 3).

Enfin, plus de deux cent mille personnes par an en 1988 et 1989 ont obtenu en RFA le statut de réfugié politique. La difficulté d'absorber un flux migratoire net aussi important risque de freiner l'accueil de ces étrangers, sans pour autant le stopper complètement.

TABLEAU 3

Hypothèses migratoires pour l'Allemagne de l'Ouest à l'horizon 1995

En milliers de personnes

	Übersiedler *	Aussiedler **	Étrangers	Solde migratoire	Population totale
1987	20	79	89	214	61 014
1988	40	203	244	482	61 418
1989	333	377	200	910	62 145
1990	360	360	100	820	62 969
1991	250	330	50	630	63 635
1992	150	300	50	500	64 150
1993	100	250	50	400	64 550
1994	50	200	50	300	64 850
1995	50	150	50	250	65 075
Cumul 1989-1995	1 293	1 967	550	3 810	—

* Émigrants de RDA.

** Émigrants de souche allemande, venus des pays de l'Est, à l'exclusion de la RDA.

Sources : Office fédéral des Statistiques, estimations des auteurs.

Au total, la population résidente en Allemagne de l'Ouest se sera accrue de presque quatre millions d'individus entre 1989 et 1995, soit une augmentation de 0,9 % par an. Compte tenu de la structure par âge des migrants, cela représente une augmentation de plus de 1 % en moyenne par an pour la population active, soit une croissance plus forte que celle prévue pour l'Espagne, et comparable à celle du Portugal¹².

On chiffre dans cette variante l'impact du flux migratoire par rapport à une situation de solde migratoire nul à partir de 1989. On suppose ici que l'afflux d'immigrants s'accompagne d'une croissance des dépenses publiques de 0,5 % par an, ce qui est d'un ordre de grandeur proche de l'étude menée par l'IW sur les coûts de l'intégration des Aussiedler.

L'augmentation de la population a principalement deux effets de sens opposé sur la croissance : un effet direct positif par la relance de la demande intérieure et un effet indirect négatif à court-moyen terme, par la réduction des tensions sur le

12. Sur les évolutions de population active en Europe, MIMOSA(1989-b).

marché du travail ; l'effet global sur l'activité est cependant favorable. Les mécanismes en cause sont les suivants : la production s'ajuste en partie seulement à la hausse de la demande, qui entraîne aussi un surplus d'importations, et les effectifs ne s'ajustent qu'avec retard à la production ; le supplément de croissance de l'emploi ne permet donc pas d'absorber à court terme la totalité de la population active arrivée en Allemagne de l'Ouest. Aussi le chômage augmente-t-il dans un premier temps, diminuant le pouvoir de négociation des salariés et exerçant ainsi un effet modérateur sur les évolutions du pouvoir d'achat du salaire.

La simulation des conséquences de l'afflux d'immigration en Allemagne de l'Ouest, effectuée à l'aide de MIMOSA, montre que l'effet sera nettement positif sur la croissance ouest-allemande : il faut s'attendre, sur la période 1990-1995, à un supplément de croissance de l'ordre de 0,5 point par an, associé à un effet désinflationniste de $-0,6\%$ annuellement¹³. En effet, la consommation des ménages croît de 0,3 % en moyenne chaque année ; la croissance de l'investissement-logement est également importante, de l'ordre de 0,3 %, et atteint jusqu'à 1,8 % en 1990 grâce à un effet d'accélération. L'évolution est comparable pour l'investissement productif qui s'essouffle lorsque le supplément de croissance se stabilise. L'effet de relance exercé par la hausse des dépenses publiques (dépenses de formation, d'aide à l'intégration des immigrés, mais aussi de prestations sociales supplémentaires) n'est pas négligeable : le solde public se creuse en moyenne sur la période de 0,7 point de PIB, pour atteindre un maximum de 1,1 point de PIB en 1995.

L'économie allemande ne peut, néanmoins, « digérer » totalement cet afflux massif de population active, et, malgré des créations d'emplois de 0,7 % par an, le chômage s'accroît de 3 points en fin de période, en dépit d'un ralentissement de la croissance de la population active entre 1993 et 1995. L'effet sur le pouvoir d'achat du salaire est donc négatif, de -1% en moyenne sur la période, et la croissance des prix à la consommation est atténuée : le taux d'inflation ne diminue que légèrement les premières années du fait d'une tension sur certains prix, notamment le prix de l'investissement-logement des ménages, mais baisse nettement plus vite ensuite.

Aussi le profil de la croissance se modifie-t-il au cours de la période : la demande intérieure, qui jouait un rôle moteur dans les premières années, est progressivement relayée par le commerce extérieur. L'érosion du salaire réel pèse sur la consommation privée tandis que la désinflation permet des gains de compétitivité substantiels : si le supplément de croissance des importations est fort au début de la période, 0,9 % en 1991, il diminue ensuite, le marché intérieur fournissant, au fur et à mesure que les produits nationaux gagnent en compétitivité-prix, une plus large partie du surcroît de demande interne ; de même les producteurs allemands sont-ils encouragés à diriger une partie de plus en plus importante de leur production vers l'exportation ce qui permet, à partir de 1992, de dégager à nouveau une contribution positive du commerce extérieur au supplément de croissance allemande.

Le solde commercial se détériore ainsi principalement en début de période du fait d'un effet volume ; ensuite, du fait d'une évolution défavorable des termes de

13. L'effet des hausses des loyers du à l'insuffisance du parc de logements a été pris en compte dans cette variante.

l'échange, la dégradation de la balance commerciale se poursuit ; elle atteint 0,8 % du PIB en 1992 puis se résorbe progressivement jusqu'à atteindre 0,4 point de PIB en 1995.

***Immigration et réunification :
une croissance non inflationniste***

Il apparaît ainsi que les deux chocs que va connaître l'Allemagne de l'Ouest dans les prochaines années, réunification et immigration, promettent de se conjuguer de façon plutôt favorable : chacun des chocs est de nature à accélérer la croissance, que ce soit par la demande interne ou par le commerce extérieur, alors même que l'afflux massif d'une population en large partie qualifiée et facilement adaptable au processus de production ouest-allemand permettra d'éviter les difficultés qui commençaient à se manifester sur le marché du travail et susceptibles d'enclencher une spirale inflationniste. Bien sûr, toute croissance forte entraînera des tensions sur les capacités de production qui pourront être à même de faire augmenter les prix ; néanmoins, l'apparition de telles tensions se résorbera plus par une augmentation des importations que par un frein à la croissance de la demande intérieure consécutif à la hausse des prix. Aussi l'Allemagne de l'Ouest sera-t-elle, dans les années 1990 à 1995, plus une locomotive de la croissance qu'une source d'accélération de l'inflation.

Lorsque l'on conjugue les deux chocs, le supplément de croissance en Allemagne de l'Ouest s'établit à 0,8 % par an en moyenne. Là encore le profil est « en cloche », le supplément de croissance atteint 2,4 % en 1991, redevient quasiment nul en 1993 et négatif ensuite. En niveau le PIB se situera en 1995 à 5,5 % au-dessus de son niveau tendanciel.

Malgré le supplément important de croissance, l'afflux massif de population active ne peut trouver un emploi immédiatement et le taux de chômage s'accroît durablement de 1 à 1,5 point et ne tend pas à se résorber en fin de période, les gains en terme de croissance diminuant progressivement alors que l'arrivée d'immigrants, si elle ralentit nettement, continue. Le supplément de chômage s'établit ainsi en 1995 à 1,5 % de la population active. L'effet désinflationniste de cette hausse du chômage n'est que très faiblement répercuté sur les prix, d'autant plus que des tensions se produisent dans certains secteurs, comme le logement, et l'inflation ne baisse qu'en début de période.

Les deux chocs grèvent les dépenses publiques, mais la croissance permet progressivement de diminuer l'impact initial sur le solde budgétaire : d'un maximum de 1,8 point de PIB en 1991, l'alourdissement du déficit se réduit à 0,9 point en 1995.

La variation du solde commercial, négatif en 1990 du fait d'un flux substantiel d'importations, se rétablit en 1991-1992 et s'améliore ensuite grâce, principalement, aux exportations vers l'Allemagne de l'Est. Le supplément à en attendre est au total de 0,6 point de PIB en 1995, tandis que le solde courant s'est détérioré d'environ 1,9 point de PIB sur la période mais tend également à se rétablir progressivement à partir de 1993 (tableau 4).

TABLEAU 4

Variante « 5^e Dragon » : conséquences sur l'Allemagne de l'Ouest

Écarts relatifs au compte tendanciel, en %

	Effet intégration										Effet immigration					Effet total						
	1990		1991		1992		1995		90-95*		1989		1990		1991		1992		1995		90-95*	
PIB	1,1	2,7	3,3	2,1	0,4	0,5	1,5	2,2	2,6	3,3	0,5	0,5	2,6	5,0	6,0	5,5	0,8					
Consommation privée	0,5	1,4	2,2	2,4	0,4	0,8	2,1	2,7	2,9	2,7	0,3	0,8	2,5	4,1	5,2	5,2	0,7					
FBCF logement	0,3	1,3	2,9	6,2	1,0	1,5	3,3	4,6	4,9	1,8	0,1	1,5	3,7	5,9	8,0	8,2	1,1					
FBCF productive	2,2	6,0	7,6	1,4	0,2	1,2	3,4	5,5	7,0	6,2	0,8	1,2	5,7	11,8	15,1	7,7	1,1					
Exportations	3,3	9,8	12,2	11,5	1,9	0,1	0,2	0,5	0,8	1,3	0,2	0,1	3,5	10,3	13,1	13,3	2,2					
Importations	2,3	8,5	11,5	10,8	1,8	0,9	2,2	3,1	3,0	1,0	0	0,9	4,5	11,8	14,9	12,0	1,8					
Prix à la consommation	0	0,3	1,0	3,6	0,6	-0,1	-0,6	-0,7	-1,0	-3,5	-0,6	-0,1	-0,5	-0,3	0	0	0					
Salaires réel par tête	0,5	1,6	2,3	3,3	0,6	0	-1,2	-2,5	-3,7	-7,0	-1,2	0	-0,6	-1,0	-1,5	-3,9	-0,7					
Emploi	0,4	1,2	1,9	1,8	0,3	0,2	0,9	1,6	2,4	4,2	0,7	0,2	1,3	2,9	4,3	6,1	1,0					
Population active	0	0	0,1	0,1	0	0,7	2,7	4,2	5,3	7,5	1,1	0,7	2,7	4,2	5,4	7,6	1,2					
Chômage	-1,3	-1,0	-1,5	-1,5	-1,3	0,4	1,6	2,3	2,6	3,0	-2,6	0,4	1,3	1,3	1,1	1,5	1,2					
Solde public	-0,6	-1,3	-0,9	0,2	-0,5	-0,1	-0,4	-0,5	-0,6	-1,1	-0,7	-0,1	-1,1	-1,8	-1,5	-0,9	-1,2					
Solde commercial	0,4	0,9	0,9	1,2	0,9	-0,2	-0,6	-0,8	-0,8	-0,4	-0,6	-0,2	-0,2	0,1	0,2	0,9	0,2					
Solde courant	-0,7	-1,7	-1,6	-0,4	-1,1	-0,3	-0,7	-1,0	-1,1	-0,6	-0,8	-0,3	-1,4	-2,7	-2,7	-1,0	-1,9					

* Écart en taux de croissance moyen sur la période.

Source : modèle MIMOSA, CEPII-UFCE.

La simulation a été faite à taux d'intérêt exogènes. Elle n'incorpore donc pas les effets éventuels de la réunification sur les marchés financiers, et donc sur les taux à long terme. Or une hausse d'environ 1 point a été observée depuis la chute du mur. Plus qu'à une réaction des taux courts provoquée par un durcissement de la politique monétaire de la Bundesbank qui n'a pas été observée, c'est à un effet d'anticipation d'une relance de l'inflation qu'il faut l'attribuer. Les simulations exposées plus haut montrent que lorsqu'on prend en compte les effets immigration, l'impact global sur les prix dans le scénario d'« intégration réussie » est nul : il faut s'attendre donc à une rapide retombée de ces anticipations et des taux. Certains pronostiquent, en liaison avec la réunification, une hausse des taux réels. Ce serait le seul moyen de réaliser un nouvel équilibre entre épargne et investissement. Or dans un univers intégré financièrement comme le nôtre, l'équilibre ne peut se faire qu'à l'échelle mondiale et doit intégrer tous les éléments, à savoir l'augmentation de la capacité d'épargne mondiale due à la croissance plus forte. L'effet doit donc être relativisé. Il faut enfin souligner qu'une hausse généralisée des taux a peu d'influence sur la croissance mondiale dans le modèle (MIMOSA 1990-a).

La réunification en chiffres

Les variantes ont été réalisées à partir d'un compte tendanciel de l'économie mondiale à l'horizon 1995 dont les hypothèses (hors réunification allemande) sont identiques à celles utilisées dans MIMOSA(1990-b). Il serait trop long de décrire l'ensemble des caractéristiques de cette projection. Des précisions s'imposent cependant pour l'économie allemande. Les deux chocs présentés plus haut arrivent au bon moment : l'appréciation du DM et la dérive des coûts salariaux compromettent la compétitivité des produits allemands : si les chocs n'avaient pas eu lieu, les exportations auraient donc été freinées et les tensions sur les capacités de production, très fortes en 1989, se seraient détendues en 1990. Le ralentissement de la croissance de l'investissement aurait été donc inéluctable. Malgré la troisième étape de la réforme fiscale qui réduit de 20 milliards de DM la pression fiscale sur les ménages et relance leur consommation, la croissance n'aurait pu se maintenir à son haut niveau de 1989. A moyen terme, l'approche du plein emploi aurait relancé l'inflation (4 % en 1995) et n'aurait pas permis une détente marquée des taux d'intérêt. La croissance sur la période 1990-1995 n'aurait pas dépassé 2,4 %.

En combinant les variantes précédentes et le compte tendanciel, on obtient des résultats pour l'Allemagne de l'Ouest qu'il est possible d'agréger avec les hypothèses développées plus haut pour l'Allemagne de l'Est.

La croissance en RFA atteint 4,1 % pour l'année en cours et 4,2 % en 1991. Elle s'essoufle ensuite et rejoint progressivement son rythme tendanciel : en 1995 le PIB ne croît plus que de 2,4 % . Au fur et à mesure que la production de l'Allemagne de l'Est se rétablit (le taux de croissance atteint 6,1 % en moyenne par an) et s'exporte vers la RFA, la croissance à l'Ouest est pénalisée par le surcroît d'exportations est-allemandes ; mais l'Allemagne réunifiée affiche, elle, une croissance qui demeure relativement élevée, de l'ordre de 3,7 % par an.

Le taux de chômage augmente dans un premier temps en RFA, il est de 7,1 % en 1991, mais diminue ensuite pour atteindre 6 % en 1995. Avec les chômeurs de l'Est, l'Allemagne réunifiée se rapproche sur ce plan de ses homologues européens avec un chômage qui atteint en moyenne à 7,8 % de la population active.

L'évolution des soldes extérieurs laisse apparaître une résorption temporaire du surplus de la balance courante pour la grande Allemagne, du fait de l'intensification des échanges inter-allemands et du fort déficit du côté est. L'excédent courant chute à 1,8 % du PIB en 1991 (il s'est établi, en 1989, à 4,6 % du PIB pour la RFA). Néanmoins, avec le redressement des exportations est-allemandes, c'est un surplus de 3,9 % du PIB qui peut être dégagé à l'horizon 1995 (tableau 5).

TABLEAU 5

Scénario « 5^e Dragon » : évolution macroéconomique des deux Allemagne

En %

	1990	1991	1992	1995	1990-95 *
PIB (taux de croissance)					
Ouest	4,1	4,2	3,2	2,4	3,3
Est	— 4,9	16,0	6,9	5,6	6,1
Ouest + Est	2,5	6,0	3,8	3,0	3,7
FBCF (taux de croissance)					
Ouest	7,5	6,7	3,9	2,3	4,4
Est	ND	33,3	— 4,2	— 4,8	3,8
Ouest + Est	ND	12,4	1,9	0,8	4,3
Taux de chômage					
Ouest	7,2	7,1	6,8	6,0	6,7
Est	8,1	12,7	13,5	11,1	11,8
Ouest + Est	7,4	8,3	8,3	7,0	7,8
Solde commercial/PIB					
Ouest	6,5	6,6	6,7	6,9	6,7
Est	— 13,0	— 20,9	— 19,2	— 6,3	— 14,0
Ouest + Est	4,5	3,6	3,8	5,4	4,4
Solde courant/PIB					
Ouest	3,4	2,0	2,2	3,9	2,9
Est	— 3,4	— 2,6	— 3,0	— 2,0	— 1,2
Ouest + Est	2,8	1,8	2,0	3,7	2,7

* Moyenne sur la période.

Les conséquences sur l'économie mondiale

Un effet appréciable mais transitoire sur les économies européennes

Compte tenu des hypothèses initiales sur l'évolution du commerce inter-allemand, aucun pays de la CEE et plus généralement de l'OCDE, ne doit attendre d'effets directs importants de l'ouverture de la RDA à l'économie de marché, par un éventuel regain des exportations vers l'Allemagne de l'Est. En effet, nous avons supposé que 75 % du supplément d'importations de l'Allemagne de l'Est seront absorbés par l'Allemagne de l'Ouest, les 25 % restant se répartissant selon les parts de marché de différents pays dans les importations de l'Allemagne de l'Ouest. Au total pour ces pays, ce supplément d'échanges s'avère relativement négligeable en proportion de leurs exportations totales.

En revanche, les effets indirects sont conséquents pour certains pays. L'Allemagne de l'Ouest, grâce à une croissance plus forte et une saturation de ses capacités de production, importe davantage et tire la croissance de ses partenaires. Ce sont bien entendu les principaux fournisseurs de l'Allemagne de l'Ouest, au premier desquels se trouvent les pays européens, qui bénéficieront le plus de ce supplément de croissance. La France arrive en tête, avec une part dans le total des importations allemandes de 12 %, puis l'Italie à hauteur de 11 %, les autres pays de la CEE pour un total de 25 % ; le reste de l'Europe (hors CEE) est susceptible d'en profiter également, avec une part qui atteint près de 17 %.

Ainsi constate-t-on sur la période 1990-1995, une forte croissance de la demande adressée aux pays européens en produits manufacturés à parts de marché constantes : elle atteint 1 % en moyenne par an pour la CEE (hors Allemagne de l'Ouest) et pour le reste de l'Europe. Par contre, les États-Unis, le Japon et les quatre Dragons (Corée du Sud, Taïwan, Honk Kong, Singapour) ne voient cette demande croître que d'environ 0,4 % par an.

Mais le résultat sur la croissance des exportations de chacun des pays et sur la croissance du PIB, dépend également de ses caractéristiques plus ou moins inflationnistes, qui lui font gagner ou perdre des parts de marché. La France voit ses prix très peu affectés : son taux d'inflation baisse de 0,3 point environ par an entre 1990 et 1992, du fait d'une légère désinflation importée d'Allemagne de l'Ouest, et s'accélère ensuite de sorte qu'en taux de croissance annuel moyen, l'effet est nul sur la croissance des prix. D'autres au contraire, comme l'Italie, ont un taux d'inflation qui augmente en moyenne sur la période de 0,2 point par an et perdent des parts de marché. Il faut noter cependant que si la France gagne des parts de marché en période de croissance soutenue, c'est principalement en raison de l'élasticité de ses exportations en biens manufacturés à la demande qui est plus élevée que celle de ses partenaires et supérieure à l'unité¹⁴. Ceci explique que la France soit le premier

14. Cette propriété est malheureusement compensée par une tendance structurelle à perdre des marchés.

bénéficiaire, parmi les grands pays industrialisés, de la relance ouest-allemande. Le supplément de croissance des exportations françaises s'élève en effet à 1,1 point en moyenne par an, celui des exportations italiennes de 0,4 point par an, du Royaume-Uni de 0,2 point. Le reste de la CEE bénéficie assez largement de la relance du fait de sa présence importante sur le marché allemand : son supplément d'exportations est de 0,5 % par an (tableau 6).

TABLEAU 6

Variante « 5^e Dragon » : conséquences sur l'économie mondiale

Écarts relatifs au compte tendanciel, en %

	1989	1990	1991	1992	1995	90-95 *
PIB						
RFA	0,5	2,6	5,0	6,1	5,5	0,8
France	0,1	0,7	1,6	2,0	1,6	0,3
Italie	0,1	0,5	1,0	1,3	0,7	0,1
Royaume-Uni	0	0,2	0,4	0,6	0,5	0,1
CEE	0,2	1,1	2,2	2,7	2,4	0,4
USA	0	0,3	0,5	0,5	0	0
OCDE	0,1	0,6	1,2	1,5	1,0	0,2
Prix à la consommation						
RFA	-0,1	-0,5	-0,3	0	0	0
France	0	-0,1	-0,3	-0,4	0,3	0
Italie	0	-0,1	-0,2	-0,1	1,0	0,2
Royaume-Uni	0	-0,1	-0,1	-0,1	0,3	0
USA	0	0	0,1	0,2	0,5	0,1
Solde budgétaire/PIB						
RFA	-0,1	-1,1	-1,8	-1,5	-0,9	-1,2
France	0	0,2	0,5	0,8	1,0	0,7
Italie	0	0,2	0,4	0,6	0,5	0,5
Royaume-Uni	0	0,0	0,1	0,2	0,4	0,2
USA	0	0,1	0,2	0,2	0	0,1
Solde courant/PIB						
RFA	-0,3	-1,4	-2,7	-2,7	-1,0	-1,9
France	0	0,3	0,6	0,8	1,0	0,8
Italie	0	0,2	0,5	0,6	0,6	0,5
Royaume-Uni	0	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2
CEE	0	-0,1	-0,2	-0,1	0,2	0
USA	0	0	0,1	0,1	0	0,1
OCDE	0	0	0	0,1	0,2	0,1

* Écarts en taux de croissance moyen sur la période.

Source : modèle MIMOSA, CEPII-OFCE.

Le gain de croissance attendu en France est alors de 0,3 % par an plus fort qu'en Italie et au Royaume-Uni où il est de l'ordre de 0,1 % annuel ; dans le reste de la CEE il atteint 0,4 %. Au total, le taux de croissance du PIB communautaire (y compris RFA) aura gagné 0,4 % par an.

Le niveau, somme toute assez faible, de supplément de croissance est principalement lié au profil de cette croissance : si la relance est importante en début de période, lorsque les importations de l'Allemagne de l'Ouest s'accroissent beaucoup, le supplément de croissance s'amenuise ensuite du fait d'une part du ralentissement en Allemagne de l'Ouest, d'autre part de l'apparition d'un nouveau concurrent à l'exportation. En effet l'Allemagne de l'Est, après quelques années de restructuration radicale de son appareil productif, commence à exporter de façon importante, puisque ses exportations atteignent en 1995 déjà 15 % du montant total des exportations ouest-allemandes. Ainsi la France reperdrait-elle 0,2 point de croissance du PIB entre 1993 et 1995, l'Italie 0,6 %.

Un relais par les politiques économiques en Europe ?

La nouvelle donne que constitue l'intégration économique allemande a des effets bénéfiques sur ses partenaires européens qui ne se limitent pas à la croissance. Elle relâche également deux contraintes qui pèsent traditionnellement sur la politique économique : le solde des finances publiques s'améliore de 0,2 % du PIB au Royaume-Uni à 0,7 % en France en moyenne sur cinq ans, et le solde courant de ces pays se redresse dans des proportions comparables.

On fait alors l'hypothèse que les pays de la CEE profitent de la marge de manœuvre dégagée en matière de finances publiques pour soutenir la croissance de l'activité, à l'exception de l'Allemagne qui voit son solde budgétaire au contraire se dégrader avec la réunification. Néanmoins, pour certains pays, (Belgique, Italie) la réduction de l'endettement public constitue une priorité affichée de la politique économique ; par ailleurs, le contrôle de l'inflation peut remettre en question une impulsion budgétaire trop forte. C'est pourquoi nous avons fait l'hypothèse que la moitié seulement de l'amélioration du solde budgétaire est utilisée pour augmenter la consommation publique. La définition des actions budgétaires est tout de même conséquente, car la simulation a été calibrée en tenant compte des effets croisés des politiques menées dans les autres pays européens. Il s'agit donc en quelque sorte d'une action concertée en Europe, dans laquelle chaque pays anticipe les effets bénéfiques des stimulations budgétaires de tous ses partenaires.

Les effets sur la croissance européenne de ce dernier scénario sont tout à fait importants : le gain s'élève en effet à 0,6 % en moyenne par an pour la communauté européenne dans son ensemble. La France bénéficie, là encore, tout particulièrement de la situation, puisque la croissance ainsi gagnée atteint 0,7 % par an, contre 0,4 % par an pour l'Italie.

Les pays européens ne se heurtent pas au butoir de l'inflation : la France, pour laquelle une relance est particulièrement peu inflationniste du fait d'un cycle de productivité marqué, ne connaît quasiment aucune reprise de la hausse des prix de consommation (l'inertie à court terme des effectifs en période d'augmentation de la production permet des gains de productivité transitoires qui sont répercutés dans les prix). Seule l'Italie enregistre en moyenne 0,3 point de croissance supplémentaire des prix. Partout ailleurs les prix restent stables (tableau 7).

TABLEAU 7

Variante « 5^e Dragon », relayée par des politiques budgétaires expansionnistes en Europe : conséquences sur l'économie mondiale

Écarts relatifs au compte tendanciel, en %

	1989	1990	1991	1992	1995	90-95 *
PIB						
RFA	0,5	2,6	5,12	6,4	6,5	1,0
France	0,1	0,7	2,0	2,9	4,1	0,7
Italie	0,1	0,5	1,3	2,0	2,5	0,4
Royaume-Uni	0	0,2	0,5	0,8	1,1	0,2
CEE	0,2	1,1	2,4	3,3	3,9	0,6
USA	0	0,3	0,6	0,6	0,4	0,1
OCDE	0,1	0,6	1,3	1,7	1,8	0,3
Prix à la consommation						
RFA	-0,1	-0,5	-0,3	0	0,5	0,1
France	0	-0,1	-0,4	-0,5	0,1	0
Italie	0	-0,1	-0,2	-0,2	1,7	0,3
Royaume-Uni	0	-0,1	-0,1	-0,1	0,5	0,1
USA	0	0	0,1	0,2	0,7	0,1
Solde budgétaire/PIB						
RFA	-0,1	-1,1	-1,8	-1,3	-0,4	-1,0
France	0	0,2	0,4	0,6	0,4	0,4
Italie	0	0,2	0,3	0,4	0,2	0,3
Royaume-Uni	0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1
USA	0	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2
Solde courant/PIB						
RFA	-0,3	-1,4	-2,6	-2,6	-0,8	-1,8
France	0	0,3	0,5	0,6	0,6	0,6
Italie	0	0,2	0,4	0,4	0,1	0,3
Royaume-Uni	0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
CEE	0	-0,1	-0,3	-0,2	0	-0,1
USA	0	0	0,0	0,1	0,1	0,1
OCDE	0	0	0,1	0,1	0,1	0,1

* Écarts en taux de croissance moyen sur la période.

Source : modèle MIMOSA, CEPII-OFCE.

Un « mezzogiorno » pour l'Allemagne réunifiée ?

Le scénario « cinquième Dragon » développe une vision optimiste de l'intégration économique de l'Allemagne de l'Est. Les incertitudes actuelles sont telles que les hypothèses retenues peuvent être jugées exagérément favorables. Le deuxième scénario cherche à explorer une évolution contrastée conduisant à la désertification économique de cette région.

Une égalisation des salaires précipitée en Allemagne de l'Est

La variable stratégique dans le scénario d'intégration favorable de l'Allemagne de l'Est est sans aucun doute le niveau des salaires, ou plus exactement le salaire relatif de l'Allemagne de l'Est par rapport à celui de l'Allemagne de l'Ouest. Les salariés est-allemands s'y comportent de façon raisonnable, c'est-à-dire qu'une fois un certain rattrapage réalisé, le pouvoir d'achat du salaire moyen n'évolue pas plus vite que les gains de productivité du travail réalisés dans l'économie, ce qui permet de préserver le niveau de compétitivité.

Cette évolution des salaires réels, qui paraît extrêmement favorable au vu des normes occidentales, peut être jugée insuffisante par les Allemands de l'Est pour plusieurs raisons. Tout d'abord il demeure une incertitude sur le niveau du pouvoir d'achat après la conversion monétaire. Les études du DIW reprises par le CEPII (1990) montrent qu'avec la suppression des subventions sur les produits alimentaires et des taxes sur les produits manufacturés, la conversion peut être globalement neutre pour un salarié moyen, pour peu que sa structure de consommation s'occidentalise. Néanmoins, la forte augmentation des prix des produits de consommation courante peut, au moins psychologiquement, être vécue comme une dégradation du niveau de vie. De plus, le rattrapage des salaires ouest-allemands est lent puisque, au bout de cinq ans, l'écart est encore de 25 %. Cet écart cache dans la réalité un véritable éclatement de la structure salariale : en effet, il pourrait devenir difficile dans les entreprises reconverties à la technologie occidentale, de faire admettre aux salariés qualifiés, qui travaillent avec un niveau de productivité comparable à celui de l'Ouest, que les salaires peuvent différer de façon importante entre l'Est et l'Ouest : la tentation de passer à l'Ouest serait trop forte. Dans ces secteurs l'écart sera donc probablement inférieur à 30 %, mais en revanche, dans les activités qui se reconvertissent moins vite, ou pour des travaux moins qualifiés, les écarts pourront être plus importants. On voit donc là une tendance à l'accroissement des disparités salariales qui représente un phénomène nouveau pour une population ayant vécu plus de quarante ans de socialisme.

Le risque est donc de voir se développer des revendications d'alignement plus rapide de tous les salaires sur les niveaux de rémunérations à l'Ouest. Notre hypothèse est que, dans la phase de rattrapage de 1990 et 1991, la hausse des salaires est plus rapide que dans le premier scénario ; au delà, les rémunérations progressent plus vite que les gains de productivité, si bien que l'écart avec l'Ouest est réduit à moins de 10 % en 1995.

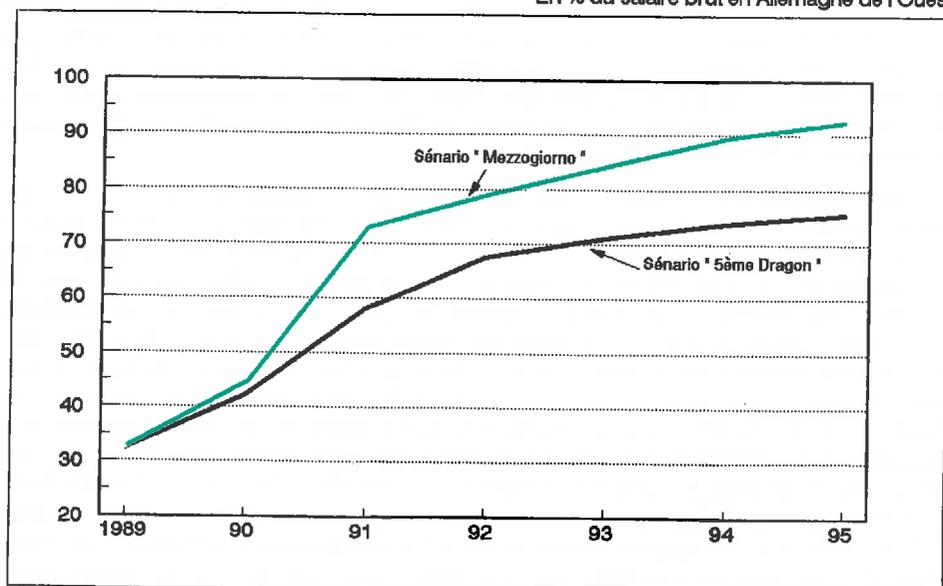
Dans cette nouvelle situation, l'effort d'investissement à l'Est sera plus bas que dans le scénario précédent, parce que les perspectives de rentabilité sont plus faibles comparées aux risques non négligeables que doivent prendre les entrepreneurs. On suppose donc que l'investissement privé s'établit à un niveau inférieur de 15 milliards de DM à celui du scénario précédent, soit une baisse moyenne d'environ 15 %¹⁵. La transformation des capacités de production est donc plus lente, ce qui limite très fortement les créations d'emplois (graphiques 2 et 3).

15. Cette hypothèse peut également traduire des difficultés plus importantes que prévues dans la mise en place des conditions juridiques nécessaires à l'investissement direct.

GRAPHIQUE 2

Salaires bruts en Allemagne de l'Est

En % du salaire brut en Allemagne de l'Ouest



La croissance du potentiel exportateur de l'Allemagne de l'Est s'en trouve réduite : à l'horizon 1995, les exportations atteignent seulement 90 milliards de DM contre 170 dans le 1^{er} scénario. En revanche les importations évoluent de la même façon : les salariés consomment plus, mais il y a plus de chômage et surtout les entreprises s'équipent moins.

Dernier élément, l'aide publique de Bonn ne peut pas être réduite en fin de période comme dans le scénario précédent : il y a plus de chômage, et surtout les entreprises ont besoin d'être soutenues plus longtemps, sous la forme d'avantages fiscaux ou de programmes d'incitation à investir à l'Est. On a supposé que les transferts publics se maintiennent à 60 milliards de DM jusqu'en 1995 (tableau 8).

TABLEAU 8

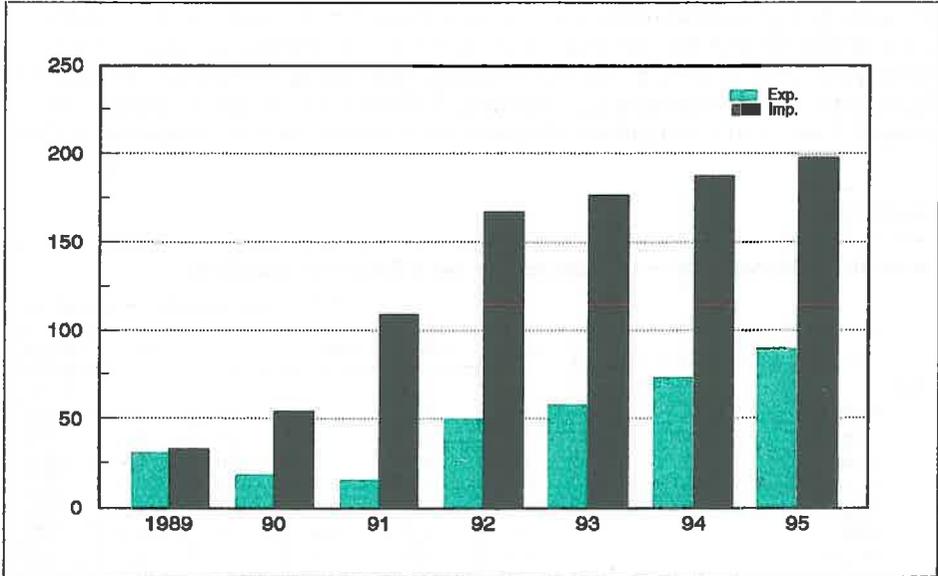
Principales hypothèses du scénario Mezzogiorno

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
<i>Investissements</i> (en milliards de DM 1989)	93	85	105	100	95	90	85
<i>Taux de déclassement</i> <i>de la capacité ancienne</i>		0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
<i>Salaires</i> (en % de l'Allemagne de l'Ouest)	32	44	72	78	83	88	91
<i>Émigration</i> (milliers)	333	360	350	350	300	200	200

GRAPHIQUE 3

Commerce extérieur de l'Allemagne de l'Est : scénario " Mezzogiorno "

En milliards de DM 1989



Conséquences pour les partenaires de l'Allemagne

Dans ce scénario l'Allemagne de l'Ouest bénéficie, par rapport à un scénario d'intégration « plus réussie » de l'économie est-allemande, de la moindre progression des exportations de l'Allemagne de l'Est, et donc d'une ouverture plus faible de son marché intérieur. Par ailleurs, les autres pays en particulier européens, se trouvent également moins concurrencés sur leur propre marché ainsi que sur leurs marchés à l'exportation, par l'Allemagne de l'Est et connaissent une croissance plus vive susceptible d'entraîner en retour les exportations de la RFA.

En terme de taux de croissance moyen sur la période 1990-1995, il s'avère que l'Allemagne de l'Ouest gagne par rapport au premier scénario. Cette croissance plus élevée permet de financer, par les recettes fiscales qu'elle génère, les transferts supplémentaires.

La configuration des soldes extérieurs est également modifiée : le solde commercial rejoint plus vite son niveau tendanciel et lui devient supérieur de 1.1 point de PIB en 1995 (contre 0,75 dans le scénario précédent). En moyenne sur la période, le surplus dégagé est de 0,4 point de PIB (contre 0,2). Le solde courant souffre par

contre de transferts plus importants vers l'Allemagne de l'Est, mais l'amélioration de la balance commerciale est telle qu'en moyenne le solde courant s'établit au même niveau que dans le scénario « cinquième Dragon ».

Ce résultat est plutôt favorable pour l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe : même si l'Allemagne de l'Est ne réussit pas très rapidement la reconstruction de son appareil productif, à savoir dans les 5 années à venir, ce qui affecterait sa capacité d'exportation et augmenterait son niveau « d'assistance » nécessaire, il semble que sa partenaire de l'Ouest soit tout à fait en mesure d'absorber ce choc : elle paiera, certes plus cher le prix de la réunification, mais ni sa croissance, ni même ses finances publiques n'en seraient affectées. A l'horizon de 5 ans, financer la reconstruction d'un futur « cinquième Dragon » ou soutenir un « Mezzogiorno » s'avère

TABLEAU 9

Variante « Mezzogiorno » : conséquences sur l'économie mondiale

Écarts relatifs au compte tendanciel, en %

	1989	1990	1991	1992	1995	90-95 *
PIB						
RFA	0,5	2,5	5,5	7,8	8,3	1,3
France	0,1	0,7	1,9	2,7	2,9	0,5
Italie	0,1	0,4	1,2	2,0	1,5	0,2
Royaume-Uni	0	0,2	0,6	0,8	0,5	0,1
CEE	0,2	1,0	2,5	3,6	4,0	0,6
USA	0	0,3	0,8	1,0	0,8	0,1
OCDE	0,1	0,6	1,5	2,1	2,2	0,4
Prix à la consommation						
RFA	- 0,1	- 0,5	- 0,4	- 0,2	0,5	0,1
France	0	- 0,1	- 0,3	- 0,5	0,3	0,1
Italie	0	- 0,1	- 0,2	- 0,2	1,4	0,2
Royaume-Uni	0	- 0,1	- 0,1	- 0,1	0,5	0,1
USA	0	0	0,1	0,3	1,1	0,2
Solde budgétaire/PIB						
RFA	- 0,1	- 1,1	- 1,7	- 1,1	- 1,1	- 1,1
France	0	0,2	0,6	1,0	1,5	1,0
Italie	0	0,2	0,5	0,8	1,0	0,7
Royaume-Uni	0	0	0,2	0,3	0,7	0,4
USA	0	0,1	0,3	0,4	0,2	0,3
Solde courant/PIB						
RFA	- 0,3	- 1,4	- 2,6	- 2,5	- 1,7	- 2,1
France	0	0,3	0,7	0,1	1,6	1,1
Italie	0	0,2	0,5	0,6	0,6	0,5
Royaume-Uni	0	0,1	0,2	0,3	0,5	0,3
CEE	0	- 0,2	- 0,2	0,1	0,4	0,1
USA	0	0	0,1	0,1	0	0,1
OCDE	0	0	0	0,1	0,1	0,1

* Écarts en taux de croissance moyen sur la période.

Source : modèle MIMOSA, CEPII-OFCE.

quasiment identique, voir légèrement plus favorable dans le second cas, pour la puissante RFA. A plus long terme néanmoins, et en raisonnant cette fois dans l'optique d'une Allemagne réunifiée —qui parlera encore de deux économies allemandes d'ici 5 ou 10 ans ?-, il est évident que le scénario « cinquième Dragon » est largement plus favorable à la grande Allemagne puisqu'il implique un potentiel productif renforcé.

Les pays européens bénéficient doublement, à l'horizon de 5 ans, d'une Allemagne de l'Est incapable de reconstituer rapidement son potentiel d'exportation et d'une Allemagne de l'Ouest en plus forte croissance. Le supplément de croissance atteint en moyenne 0,5 % par an en France, 0,2 % pour l'Italie et 0,1 pour le Royaume-Uni. Au total la CEE aura augmenté sa croissance en 1995 de 4 % (contre 2,4 % dans le premier scénario) (tableau 9).

A l'horizon de 5 ans, le scénario qui se dessine pour l'Allemagne réunifiée est en revanche moins encourageant que dans le scénario « cinquième Dragon » : la croissance des deux Allemagne n'est pas très différente (3,5 % en moyenne contre 3,6 %), mais le taux de chômage de l'ensemble de la zone économique allemande s'élève à 10 % en 1990 et 1991, et se maintient à 8,5 % en 1995. L'écart entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne est alors tout à fait comparable à celui constaté entre le Sud

TABLEAU 10

Scénario « Mezzogiorno » : évolution macroéconomique des deux Allemagne

En %

	1990	1991	1992	1995	1990-95 *
PIB (taux de croissance)					
Ouest	4,0	4,8	4,3	2,5	3,7
Est	— 4,5	8,8	2,8	5,3	2,6
Ouest + Est	1,3	5,4	4,1	3,0	3,5
FBCF (taux de croissance)					
Ouest	7,3	7,6	5,7	2,1	5,6
Est	ND	40	— 4,8	— 5,6	1,0
Ouest + Est	ND	13,6	3,3	0,7	4,3
Taux de chômage					
Ouest	7,2	7,1	6,7	5,4	6,4
Est	13,0	20,6	23,3	21,4	20,8
Ouest + Est	8,6	10,0	10,2	8,5	9,4
Solde commercial/PIB					
Ouest	6,5	6,6	6,8	7,2	6,8
Est	— 13,6	— 33,1	— 40,1	— 32,0	— 32,2
Ouest + Est	4,6	2,7	2,3	3,3	3,0
Solde courant/PIB					
Ouest	3,3	2,0	2,3	3,2	2,7
Est	— 3,9	— 12,2	— 21,1	— 18,2	— 16,1
Ouest + Est	2,8	0,9	0,4	1,6	1,2

* Moyenne sur la période.

et le Nord de l'Italie : 20,8 % en moyenne du côté Est, taux dans le « vrai » Mezzogiorno, contre 6.4 % du côté Ouest, environ 7 % dans le Nord de l'Italie.

Le solde courant de l'Allemagne réunifiée s'est également beaucoup dégradé par rapport au scénario « cinquième Dragon », puisqu'il n'affiche plus qu'un excédent de 1,2 % du PIB en moyenne (contre 2,7). Si l'économie de la RFA est globalement plus dynamique dans ce scénario, du fait de l'obligation « tirer » une région durablement moins développée, le poids de son « Mezzogiorno » ramène la grande Allemagne à des performances beaucoup plus modestes et relativement proches de celle de ses partenaires européens (tableau 10).

Conclusion

L'objectif de ce travail était d'alimenter la réflexion en cernant des évolutions possibles à moyen terme pour l'Allemagne de l'Est, l'Allemagne de l'Ouest et l'Europe. C'est bien sûr pour l'Allemagne de l'Est que les alternatives les plus opposées se dégagent. Dans un cas la phase de transition est courte, la restructuration permet un accroissement de l'offre et l'absorption rapide de la force de travail libérée par la disparition des anciennes industries. Les nouveaux Länder de l'Est viennent concurrencer la Bavière, la Ruhr et...la Lorraine. Dans l'autre cas le blocage du processus conduit à une certaine désertification économique de la région au profit de l'Ouest. Pour caricaturer, la majorité des activités est concentrée dans le tourisme, la fonction publique et les agences pour l'emploi.

Dans tous les cas, pour l'Allemagne réunifiée la croissance est plus forte pendant quelques années. Mais si l'Allemagne joue enfin son rôle de locomotive, elle devra être relayée par l'ensemble de ses partenaires pour que l'Europe tire le maximum de bénéfices de la réunification en utilisant de façon concertée une partie des marges de manœuvre dégagées. Dans ces circonstances particulières, le surcroît d'inflation serait beaucoup plus faible que dans les simples scénarios de relance coordonnée en Europe. Si cela ne devait pas se faire, il resterait à espérer pour les partenaires de l'Allemagne que le deuxième miracle allemand tarde à se manifester. Une intégration difficile de l'Allemagne de l'Est permettrait une réduction plus forte des déséquilibres au sein de la CEE et offrirait paradoxalement des chances meilleures de succès pour l'unification européenne.

Achévé de rédiger le 27 juillet 1990.

Bibliographie

- Alexander L. et J. Gagnon : « The global economic implications of German Unification », *International Finance Discussion Papers* n°379, avril 1990.
- CEPII : « Les enjeux de l'unification monétaire allemande », *La lettre du CEPII*, n°86, mars 1990.
- DIW : « Gesamtwirtschaftliche Auswirkungen der deutschen Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion auf die Bundesrepublik Deutschland », *Wochenbericht* 20/90, 17 mai 1990.
- DIW : « Szenarien der Bevölkerungsentwicklung in der DDR », *Wochenbericht* 23.24/90, 14 juin 1990.
- DIW : « Tendenzen der Wirtschaftsentwicklung 1990/91 — Bundesrepublik Deutschland und DDR : Vor der Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion », *Wochenbericht* 26/90, 28 juin 1990.
- DIW : « Quantitative Aspects of Economic and Financial Reform in the GDR », *Economic Bulletin*, vol 27, n° 25, juillet 1990.
- IW : « Die Integration deutscher Aussiedler — Perspektiven für die Bundesrepublik Deutschland », Gutachten, Institut der deutschen Wirtschaft, 1989.
- MIMOSA : « Croissance et déséquilibres de l'économie mondiale. Une projection CEPII/OFCE à l'horizon 1993 », *Observations et diagnostics économiques* n° 28, juillet 1989.
- MIMOSA : « L'avenir des déséquilibres macroéconomiques en Europe », rapport pour la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, n° 907, septembre 1989.
- MIMOSA : « MIMOSA, une modélisation de l'économie mondiale », *Observations et diagnostics économiques*, n° 30, janvier 1990.
- MIMOSA : « Réunification allemande et convergences européennes — une projection de l'économie mondiale à l'horizon 1995 », *la Lettre du CEPII*, n° 88, mai 1990.
- OCDE : *Rapport annuel sur l'Allemagne*, Études économiques, juin 1990.
- Torres R. et Martin J.P. : « Potential output in the seven major OECD countries », *Revue économique de l'OCDE*, 1990.

